

L'Europe centrale début 2017 :

Pouvons-nous parler d'un nouveau désenchantement européen ?

Alors que l'année 2017 commence à peine, nous pouvons d'ores et déjà noter que des changements internationaux probables se profilent dans le domaine des relations internationales. En effet la victoire du Républicain populiste Donald Trump aux élections présidentielles aux Etats-Unis en novembre 2016, devrait changer beaucoup de choses. Ce dernier qui sera investi Président des Etats-Unis le 20 janvier 2017 prochain, a clairement envoyé deux signaux importants. Au sujet de la Russie en premier, il n'a pas hésité à annoncer son souhait de rapprochement vers le régime autoritaire de Vladimir Poutine et ce en dépit de l'actuelle polémique sur l'affaire de l'influence ou de l'espionnage russe sur sa victoire. Le second signal devait quant à lui porter sur son souhait de revoir clairement l'implication du rôle des Etats-Unis dans l'OTAN et plus particulièrement en Europe.

Ces deux signaux ajoutés aux conséquences de la grande crise économique de 2008 qui n'en finissent plus de toucher particulièrement les économies fragiles, car sorties depuis un peu plus de 20 ans à peine du communisme, des pays d'Europe centrale et orientale entraînent dans cette ex zone d'influence de l'URSS des phénomènes que l'on croyait oublié, voir relégués aux sombres années 30. En effet la Slovaquie, la Pologne ou la Hongrie par exemple ont depuis peu pris la direction de régimes politiques autoritaires, populistes et parfois xénophobes. De même et on l'a constaté fin novembre 2016, les candidats politiques qui se présentent comme des pro-russe reprennent de l'importance dans les scrutins. Ainsi en Bulgarie et en Moldavie ceux-ci devaient gagner les élections présidentielles.

On le notera donc le vent semble tourner dans la région en matière de relations internationales et nous pouvons légitimement nous interroger sur ce qui pourrait bien se passer dans les mois qui vont suivre cette nouvelle donne pour des pays qui sont en même temps de fragiles démocraties qui ont un peu plus de 20 ans et sont à peine et récemment sortie comme nous le savons du totalitarisme communiste.

Ce qui est certain, et c'est sans doute là l'espoir le plus concret c'est que les ex-pays de l'Est sont tous à présent membre de l'Union européenne et donc amarré, en apparence en tout cas, solidement à l'occident, même si certains ont des pouvoirs autoritaires et populistes l'attachement à l'UE semble bien réel.

Le défi à relever par Bruxelles face au vide que représenterait un désengagement des Etats-Unis de l'OTAN serait évidemment un renforcement de l'Europe de la défense et en cela le Brexit du 23 juin 2016 avait paradoxalement relancé la question d'une Europe de la défense. Est-ce que le changement de politique étrangère des Etats-Unis accélérerait le processus ?

Je pense qu'on peut en effet se poser la question.

Enfin à cela s'ajoute évidemment les conséquences de la crise migratoire avec les afflux de millions de réfugiés qui ont déferlé sur les Balkans et l'Europe centrale pour se diriger vers l'Allemagne et l'Europe du Nord entre autres. Là aussi le défis des frontières communes de l'Union se pose et pourrait bien être alors associé à une relance européenne qui associerait ce qui de toute manière va devenir une nécessité dans un avenir assez proche.

En effet de son côté la Russie d'un Vladimir Poutine en poste jusqu'en 2018 ne cesse de poursuivre son avantage et notamment récemment avec ce qui est présenté comme un succès militaire et diplomatique en Syrie au travers de l'aide apportée par les Russes au régime de Bachar El Assad avec la reprise récente d'Alep.

En ce début d'année 2017 et par-delà même une situation qui semble s'assombrir pour l'Europe centrale et les Balkans, le contexte international semble devoir changer de manière profonde. Au début des années 1990, on avait coutume de dire, et à juste titre sans doute, que l'adhésion à l'OTAN était vue par les ex pays de l'Est comme avant tout la protection par les Etats-Unis contre tout risque d'un retour éventuel des russes. L'adhésion à l'UE quant à elle, et qui devait suivre dans la décennie suivante, était vue comme une entrée dans un club de prospérité avant tout économique.

La crise de 2008 ajoutée à présent à un changement plus que probable de la répartition des rôles dans l'OTAN, sont en train de briser définitivement cette image à l'Est de l'Europe ne faisant que relancer de manière encore plus criante le « certain désenchantement européen » dont parlait le politologue Jacques Rupnik dans les années 2000.

La question en ce début d'année 2017 alors que deux grands pays européens l'Allemagne et la France se dirigent vers des échéances politiques importantes, est de savoir si l'UE pourra relever ce défi ?

Dr Olivier Buirette, Paris le 16 janvier 2017